

## **ALGÉRIE : MENACE TERRORISTE PERSISTANTE**

Alors que les investissements étrangers en Algérie continuent de progresser, le risque terroriste mine la stabilité du pays. Sur le plan des investissements, les Sud Coréens sont particulièrement bien placés au travers de Samsung, qui vient d'enlever le marché pour la réhabilitation et l'extension des capacités de la raffinerie de Skikda pour 2 milliards de dollars. Les Chinois confirment leur position dans les chemins de fer avec la réalisation de plusieurs lignes ferroviaires (Saida - Tirate...). Ce dynamisme économique auquel la France participe activement ne doit pas masquer la poursuite des attentats ciblés, et toujours mieux préparés, selon certaines sources, comme celui contre des militaires, le 29 juillet, à Damous (23 morts). Les groupes terroristes opèrent toujours depuis leur zone traditionnelle d'implantation tout en réinvestissant certains territoires, comme Skikda. De nouveaux foyers terroristes, où le GSPC avait pourtant été éliminé, sont également apparus, comme dans la région de Mascara. Si les forces de sécurité restent les cibles privilégiées, les intérêts étrangers ne sont pas à l'abri. Côté officiel algérien, on souligne qu'en deux ans 763 "terroristes" ont été tués, alors que le volume des groupes terroristes sur le terrain oscillaient entre 600 et 800 hommes (un chiffre nettement sous-évalué). Le recrutement par l'argent fonctionne à plein régime. Al-Qaïda continue son prosélytisme en Algérie et sa campagne antifrançaise. Dans un message diffusé cet été, Abou Yahia Al-Libi (de son vrai nom Hassen Kaïd, d'origine libyenne, théologien formé en Mauritanie et membre présumé du Groupe de combat islamique libyen — il est considéré comme un successeur possible de Ben Laden) invite la jeunesse algérienne à combattre «les ennemis de Dieu parmi les héritiers de la France et ses esclaves». Le Quai d'Orsay déconseillant vivement tout déplacement par voie routière même avec escorte... Cet intérêt renouvelé d'Al-Qaïda pour l'Algérie souligne, selon nos sources, un renforcement d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Comme l'a montré l'attentat suicide devant l'ambassade de France, le 9 août, à Nouakchott blessant légèrement deux ressortissants français, AQMI entend s'attaquer aux intérêts français à partir d'Alger sur l'ensemble du Maghreb. Outre la France, AQMI a officiellement ciblé les intérêts chinois pour punir Pékin de sa politique contre les Ouïghours (30 000 Chinois vivent en Algérie). Les terroristes pourraient notamment souffler sur les braises de tensions existantes entre les habitants de certains quartiers et les Chinois (Bab Ezzour...) pour susciter la déstabilisation. ■

## **Système sol-air pour Damas**

### **La Syrie a bien reçu ses premiers systèmes sol-air de type 96K6**

**Pantsir-S1**, quatre ans après la signature d'un contrat pour l'acquisition de 36 engins de ce type, indiquent des sources russes, qui viennent ainsi définitivement confirmer la réalisation de cette vente. Rappelons que l'annonce de ce contrat avait suscité l'hostilité d'Israël et des Etats-Unis. Le

système canon-missile Pantsir-S1 associe deux affûts 2A38 de 30 mm et douze missiles type 57E6 ou 57E6-E d'une portée d'une vingtaine de kilomètres. Par ailleurs, selon le patron du groupe russe KPB, les Emirats arabes unis ont également réceptionné une partie des 50 systèmes Pantsir commandés. Ils sont désormais opérationnels au sein des forces émiraties. ■

## **Tropisme africain**

*Israël tente de reprendre pied en Afrique. Avigdor Lieberman, le ministre israélien des Affaires étrangères, va se rendre, dans les prochains jours, en Ethiopie, en Angola, au Nigeria, en Ouganda et au Kenya. Il s'agira de la première visite du chef de la diplomatie israélienne depuis des années en Afrique. Il sera accompagné d'une importante délégation de plusieurs dizaines de vendeurs d'armes, de conseillers à la sécurité et de représentants des principales entreprises israéliennes d'armement. «Nous devons être présents dans les pays africains et ne pas les négliger au risque, sinon, de voir des pays comme l'Iran y étendre leur influence», explique Avigdor Lieberman. Dans le passé, des vendeurs d'armes agissant pour leur compte ou pour celui des Américains ont fourni des armes utilisées dans de multiples conflits et coups d'Etat, notamment en Ouganda, au Zanzibar, en Angola, au Liberia, au Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, dans les deux Congo ainsi qu'en Guinée Equatoriale. Un des derniers contrats remportés a été récemment conclu avec le ministère de la Défense du Nigeria pour la fourniture de deux patrouilleurs de type Shaldag. Des militaires de ce pays sont venus s'entraîner en Israël, tandis que des instructeurs israéliens doivent également former du personnel au Nigeria. Parmi les plus importants intermédiaires israéliens figure Amit Saleh, qui a participé à la vente de drones à l'armée du Nigeria et à la vente d'avions d'occasion d'origine ukrainienne. Cet homme d'affaires, qui détient également une participation dans un important centre commercial de Lagos. ■*

### ► Le péril yéménite

L'évolution de la situation au Yémen suscite des inquiétudes aux niveaux régional et international. La déstabilisation de ce pays s'accroît avec trois grandes menaces conjuguées : la présence d'Al-Qaïda, qui veut faire du Yémen une base pour ses activités dans la région, le risque sécessionniste au sud et le conflit avec la rébellion houthite dans le nord. Fait nouveau : les observateurs relèvent les liens existant entre les éléments d'Al-Qaïda au Yémen et les groupes islamistes somaliens. Par ailleurs, une radio iranienne a indiqué que l'armée de l'air saoudienne avait participé à des raids de l'armée yéménite contre les rebelles houthites. On craint donc que la région ne devienne le théâtre d'un nouveau conflit interconfessionnel à dimension régionale, après le Liban et l'Irak.

### ► Assouplissement turc

Au cours des dernières semaines, le gouvernement turc a fait preuve de souplesse sur deux grands dossiers : le dossier kurde, sur lequel le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'engage sur la voie des réformes, et le dossier arménien, avec le projet d'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Ce qui n'est pas sans provoquer des grincements de dents de la part de l'armée, réticente à des concessions. A quoi le Premier ministre rétorque qu'il doit donner des gages aux Américains, qui font pression sur Ankara sur ces deux dossiers. Ainsi, au cours d'un voyage dans la capitale turque, à la fin du mois d'août, Robert Wexler, président du groupe d'étude sur la Turquie de la Chambre des représentants, aurait averti ses interlocuteurs que si le processus de normalisation des relations turco-arméniennes n'était pas poursuivi, le projet de résolution sur la reconnaissance du génocide arménien pourrait être remis à l'ordre du jour au Congrès américain.

### TENSIONS ENTRE RIYAD ET ABOU DHABI

**Les relations entre l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis (EAU) sont à nouveau tendues**, avec la décision du ministère saoudien de l'Intérieur, en août dernier, d'arrêter la procédure simplifiée d'entrée des citoyens émiratis dans le royaume wahhabite. Les Saoudiens protestent en effet contre la nouvelle carte d'identité émiratie, sur laquelle figure une carte de géographie qui ne reflète pas l'accord frontalier conclu entre les deux pays en 1974 et confirmé lors de la visite à Abou Dhabi, en 2005, du ministre saoudien de l'Intérieur, l'émir Nayef. Rappelons que les Saoudiens revendiquent la plus grande part du champ pétrolier géant d'Al-Sheiba (qui produit 500 000 barils/jour) et rejettent le projet de pont entre les EAU et le Qatar au-dessus de la zone maritime d'Al-Aïdid — qui fait l'objet d'une contestation entre les deux pays. De son côté, Abou Dhabi n'a pas réagi officiellement auprès de Riyad. A noter que le retrait émirati du projet d'union monétaire du Golfe, en mai dernier, témoignait déjà de la détérioration des relations entre Riyad et Abou Dhabi.

### ISRAËL À L'ASSAUT DU MARCHÉ CHINOIS

**Les industriels de l'armement israéliens en ont assez d'être bridés sur le marché chinois.** Organisés en lobby, ils ont lancé, ces dernières semaines, une campagne de persuasion auprès d'Ehud Barak, le ministre de la Défense, afin d'obtenir un allègement des restrictions imposées aux exportations militaires israéliennes sous la pression des Etats-Unis. Ces professionnels estiment qu'ils perdent plusieurs centaines de millions de dollars par an au profit d'entreprises concurrentes étrangères y compris américaines. Dans un premier temps, les entreprises israéliennes souhaiteraient pouvoir de nouveau vendre des pièces détachées ainsi que du matériel utilisé pour la sécurité intérieure, la protection de sites, l'équipement de forces de l'ordre, avant de pouvoir passer à des équipements militaires, notamment des drones, des systèmes électroniques ou de communications. En l'an 2000, Ehud Barak, à l'époque chef du gouvernement et ministre de la Défense, avait cédé à un ultimatum américain et renoncé à la vente à la Chine de deux avions espions, l'un de type Falcon, l'autre de type Ilyouchine-76 couplé avec un système radar d'alerte Awacs. Après la résiliation du contrat, Israël avait dû verser 350 millions de dollars d'indemnités à Pékin. Les Américains s'étaient opposés à ce contrat, faisant valoir que ces appareils constitueraient une menace pour la sécurité de leurs navires de guerre si ceux-ci étaient amenés à défendre Taïwan. Echaudés par cette expérience, les responsables chinois ont ensuite réduit leurs commandes. En 2005, un nouveau conflit s'est produit lorsque les Etats-Unis ont interdit aux entreprises israéliennes de procéder à la modernisation de drones armés de type Harpy destinés à des attaques de stations radars, vendus à la Chine au milieu des années 90. Des responsables du Pentagone avaient mis leur veto à cette transaction en estimant que ces drones risquaient de menacer les intérêts stratégiques des Etats-Unis. L'Etat hébreu avait, à cette occasion, aussi cédé à la demande expresse de Washington, qui lui fournit une aide militaire annuelle de 2,5 milliards de dollars.

### LIBAN : JOUMLATT SUR LA CORDE RAIDE

**Les palinodies du leader druze Walid Joumblatt**, chef du Parti socialiste progressiste, ont du mal à passer, non seulement auprès de ses anciens alliés du camp du 14-Mars, mais aussi au sein de son groupe parlementaire et même de son parti, rapporte une source locale. Rappelons qu'au mois d'août dernier, Joumblatt a opéré un virage spectaculaire en direction de la Syrie, en reniant ses prises de positions pro-occidentales de ces dernières années. Si ce revirement paraît motivé par le souci du leader druze de défendre les intérêts de sa communauté, il aurait été sensible aussi à des mises en garde réitérées concernant sa sécurité et celle des membres de sa famille, poursuit cette source. Qui ajoute néanmoins que Joumblatt pourrait jouer un jeu perdant-perdant. Le pouvoir syrien, qui serait surtout soucieux de le neutraliser, ne semble pas pressé de l'inviter à Damas et continue de s'appuyer sur des personnalités druzes rivales (comme l'émir Talal Arslan), beaucoup plus fiables.

## TUNIS : WASHINGTON MAINTIENT LA PRESSION

### Les autorités tunisiennes sont enfin débarrassées de Robert Godec.

Traditionnellement, à la fin de mission de chaque ambassadeur des Etats-Unis en Tunisie, ce dernier est reçu au palais de Carthage et y est même décoré à l'occasion d'un dîner. Ce ne fut pas le cas, cet été, avec le départ de Robert Godec, qui avait pris ses fonctions à Tunis le 15 novembre 2006. Car cela fait plus de trois ans que le palais réclame le départ de ce diplomate turbulent, qui a rendu visite à des membres du mouvement du 18-October, en grève de la faim, reçu de nombreux opposants de Ben Ali et alerté régulièrement Washington sur les exactions du pouvoir tunisien. Or l'ancienne secrétaire d'Etat Condoleezza Rice soutenait Godec et s'était toujours refusée à le remplacer. Et son successeur, Gordon Gray, pourrait bien suivre ses pas. En tout cas, à l'annonce de la nomination de Gray, John Kerry, le président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, a donné le ton : «Nous allons voir si le Président Ben Ali va aérer la vie publique. La situation est alarmante, et l'on me rapporte que la liberté des médias est l'une des plus mauvaises dans le monde arabe», a lancé l'ancien candidat à la Maison-Blanche.

## CONSÉCRATION DIPLOMATIQUE LIBYENNE

### Pour le quarantième anniversaire de sa prise de pouvoir à Tripoli, le

colonel Kadhafi peut se targuer de deux succès diplomatiques récents. Tout d'abord, la libération par la justice écossaise (pour raisons humanitaires) du condamné dans l'affaire de l'explosion de l'avion de Lockerbie, Abdelbasset Al-Megrahi, interprétée par Tripoli comme un aveu de son innocence. Deuxièmement, les excuses présentées par la Suisse à propos de l'arrestation du fils du Guide, Hannibal, qui avait entraîné une crise entre les deux pays. A Tripoli, la commémoration de l'accession au pouvoir du colonel Kadhafi a coïncidé avec la tenue d'un sommet spécial de l'Union africaine, dont le Guide libyen assure toujours la présidence. Quant à la succession de ce dernier, elle continue à alimenter les spéculations. La rivalité s'exacerbe entre Mo'tassem Billah, chef de la sécurité nationale libyenne, et son frère Seif al Islam, l'homme des missions diplomatiques. Pour les observateurs, son éloignement récent de la scène politique libyenne ne serait que provisoire, le colonel Kadhafi n'ayant pas encore arbitré entre ses deux fils.

## AFGHANISTAN : LES ITALIENS SOUS LE FEU

### Deux des six A-129 Mangusta de l'AVE (Aviazione Esercito), l'ALAT

italienne, actuellement déployés en Afghanistan, ont été touchés le 28 août par des tirs d'armes automatiques durant une opération au-dessus du village de Pusth Rod, à 20 km environ au nord de Farah, dans l'ouest du pays. Légèrement endommagés, les deux hélicoptères ont pu rejoindre leur base à Farah. En l'espace de cinq mois, d'avril à août, c'est la quinzième fois que les Mangusta italiens sont directement pris à partie par des tirs d'armes automatiques dans l'ouest de l'Afghanistan, contre cinq fois au cours de la même période en 2008. Il est également vrai que les A-129 de l'AVE ont sensiblement augmenté leurs sorties depuis le début de l'année, effectuant de nombreuses missions offensives et d'appui au sol contre les rebelles talibans. Un officier du contingent italien actuellement sur place à Farah, où sera regroupée prochainement la totalité de l'Aviation Battalion, a déclaré à TTU que les Mangusta auraient tiré cet été pas moins de 75 missiles BGM-71 Tow en l'espace d'un mois, alors que la moyenne quotidienne, pour la même période, de coups tirés par le canon tritube de 20 mm s'élèverait à près de 4 000.

### ► Sarkozy à Riyad

Selon des sources occidentales à Riyad, Nicolas Sarkozy devrait effectuer une visite en Arabie Saoudite en novembre prochain. Ce qui constituerait la troisième visite du Président français dans le royaume depuis son arrivée à l'Elysée, en mai 2007. Elle serait principalement consacrée à la signature d'un accord de coopération bilatérale dans le domaine du nucléaire civil. Un dossier dont les négociations sont entrées dans leur phase terminale.

### ► Mesure de prudence

Selon une source du ministère algérien de la Défense, Alger aurait permis, fin août, à des avions de transport militaire occidentaux de traverser son espace aérien, pour évacuer 400 expatriés résidant en Mauritanie, au Mali et au Niger. Au cours de la deuxième quinzaine de juillet, la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et les Etats-Unis avaient déjà évacué des dizaines de leurs ressortissants de cette région, via le Sénégal, suite à l'attentat contre l'ambassade de France à Nouakchott. Alors que les services de sécurité occidentaux redoutent un attentat terroriste contre leurs intérêts dans un pays du Sahel, les pays concernés ont décidé de rapatrier une partie de leurs ressortissants.

### ► Capacités renforcées

Afin de renforcer les capacités de leurs unités déployées dans le sud de l'Afghanistan, les forces américaines ont réalisé une piste d'atterrissage à proximité de la FOB Dwyer, installée dans la vallée du Helmand. La piste, de 1 300 mètres de long, permet d'accueillir des appareils de transport de type C-130. Elle a été réalisée depuis le 9 août dernier par des unités du Marine Wing Support Squadron 371 et a déjà permis l'atterrissage des premiers C-130, il y a quelques jours. Pour réaliser cette piste, les militaires américains ont installé quelque 4 000 plaques d'aluminium de type AM-2 d'un poids de 75 kg pièce. Jusqu'à présent, la FOB était surtout ravitaillée par des largages de C-17.

### ► Transport stratégique

La force aérienne qatarie a réceptionné, à la mi-août, le premier de ses deux appareils de transport stratégique de type C-17 Globemaster III commandés en juillet 2008. Le second devrait être livré par Boeing avant la fin de l'année.

### ► Nouveaux Apache à l'Égypte

L'Égypte s'apprête à recevoir une douzaine d'hélicoptères de combat Boeing Apache AH-64D Block II. Le contrat, d'une valeur de 820 millions de dollars, prévoit également la livraison de 27 moteurs T700.

L'armée égyptienne a déjà en service 35 AH-64D, acquis en 1996 comme AH-64A, qui ont été portés au nouveau standard. Par ailleurs, Le Caire étudie la possibilité d'acheter un autre lot de 20 chasseurs F-16. A noter, par ailleurs, qu'Israël négocierait aux Etats-Unis l'acquisition d'un lot supplémentaire de six AH-64D Longbow.

### ► BAE recalé en Espagne

L'armée de terre espagnole a refusé de prendre livraison des premiers exemplaires des 100 véhicules blindés 4x4 BAE Systems RG-31 qui avaient été commandés ; cela en raison de défauts graves du système électrique. La livraison de ces engins, dont la moitié se trouve actuellement à Séville pour l'assemblage final (les autres sont encore en Afrique du Sud), sera donc retardée par rapport au calendrier initial.

### ► Contrat pour Oshkosh

Le constructeur américain Oshkosh a obtenu deux contrats d'une valeur de 40 millions de dollars. Le premier, de 9 millions de dollars, porte sur la livraison de 30 engins HEMTN (Heavy Expandable Mobility Tactical Trucks) en version A4 destinés à l'Army Reserve. Le deuxième, d'un montant de 31 millions de dollars étalés sur trois ans, concerne la fourniture de 100 moteurs turbo diesel destinés à autant de HEMTT A2.

## L'ARMÉE INDIENNE VEUT DE NOUVEAUX DRONES

**Le ministère indien de la Défense vient de publier un Request for Information (RFI)** concernant l'acquisition de drones de type HALE (High-Altitude Long Endurance). Les UAV proposés doivent disposer d'une autonomie de vol de près de 24 heures, à 11 000 mètres, et d'une capacité de communication (y compris satellitaire) de 250 km, portée à 350 km avec un relais. Le RFI liste également diverses charges utiles intéressant la Défense indienne, telles qu'un système de désignation permettant un engagement en temps réel de cibles par l'artillerie, un système radar SAR (Synthetic Aperture Radar) et divers moyens de communications et de renseignement électronique. L'armée de l'air indienne, qui dispose actuellement de drones israéliens de type Heron et Searcher-II, a récemment affiché son intérêt pour le système Heron TP "Eitan" d'IAI. Ce dernier devrait être opérationnel au sein des forces israéliennes l'année prochaine.

## LE PVP DE PANHARD S'EXPORTE

**L'armée chilienne devient le premier client étranger des véhicules blindés PVP du groupe français Panhard.** Santiago a en effet décidé de commander dix véhicules blindés (dont un en version ambulance), pour un montant de 2 millions d'euros, qui devraient équiper les unités d'infanterie de la marine chilienne. Ce contrat pourrait en réalité constituer la première tranche d'un accord plus important. Les premiers véhicules devraient être livrés aux forces chiliennes au printemps prochain. Par ailleurs, le groupe Panhard développe actuellement deux nouvelles versions de PVP, l'un devant recevoir le drone DRAC (développé par EADS) et l'autre étant dédié à la guerre électronique. Pour l'heure, l'armée de terre française prévoit d'acquérir 933 PVP, pour un montant de 108 millions d'euros. Huit exemplaires, prêtés à la gendarmerie nationale, sont actuellement déployés en Géorgie, dans le cadre de la mission d'observation de l'Union européenne.

## IVECO EN SLOVAQUIE

**Le constructeur italien Iveco DV (Defense Vehicles) a signé avec la Slovaquie un contrat portant sur la fourniture de dix véhicules blindés 4x4 LMV (Light Multirole Vehicle).** Ces véhicules, qui seront livrés d'ici la fin de l'année, viennent s'ajouter ainsi aux 2 488 du même type commandés par l'Italie (1 286), la Belgique (440), la Grande-Bretagne (401), l'Autriche (150), l'Espagne (120), la Norvège (60), la Tchéquie (21) et la Croatie (10). Cette année, les usines Iveco DV de Bolzano produiront 950 LMV. D'autre part, Iveco DV a commencé à livrer à la Grande-Bretagne les premiers exemplaires des 206 camions 6x6 Trakker commandés en 2008, qui constitueront le parc de véhicules le plus important en service au sein des Royal Engineers. La majeure partie de ces engins, qui seront livrés en réalité par ALC (partenariat Amey et VT), sera fournie en version AD380T45W.

## DU CÔTÉ DU PORT DE TOULON

**Le groupement économique constitué par Koch et DCNS doit réaliser pour 5,9 millions d'euros un bateau-porte ballastable et déballastable intermédiaire destiné à remplacer le bateau-porte n° 13 du port militaire de Toulon.** Ce nouveau navire servira, en principe, à cloisonner les deux formes d'un des grands bassins Vauban de ce port.

## PÉKIN RENFORCE SA FLOTTE D'HÉLICOPTÈRES

**La Chine développe une variante de son hélicoptère de combat Z-9** (AS 365N Dauphin 2) doté d'une capacité d'engagement air-air renforcée. Une photo de l'appareil récemment diffusée par des spotters chinois présente un Z-9 doté de huit missiles légers de type TY-90 ("Tian Yan"). Un missile à courte portée, dérivé de celui du MANPADS type QW-2, doté d'un autodirecteur IR optimisé pour l'engagement de cibles à basse altitude et offrant une portée de 6 km. Le couple hélicoptère/missile TY90 est développé par les forces chinoises depuis 2006, notamment à partir d'un hélicoptère Mi-17 d'évaluation doté de ce qui semblait être les futurs capteurs et systèmes du futur hélicoptère de combat WZ-10. Ce dernier doit également être armé de missiles TY-90. Avec le Z-9, Pékin veut disposer d'un appareil susceptible de mener des missions de type "Hunter Killer" face aux voilures tournantes. Des missions que certains observateurs associent aux besoins d'appui de l'armée chinoise contre des voilures tournantes, notamment lors d'opérations amphibies. De fait, l'un des appareils observés, doté de missiles air-air TY-90, appartenait au 4<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères légers chinois, qui, l'hiver dernier, a participé à de vastes exercices interarmées à forte thématique amphibie. Cette version air-air du Z-9 vient compléter la panoplie de l'armée chinoise, après la version antinavire de l'appareil (Z-9C) pouvant notamment mettre en œuvre deux missiles antinavires C-701 et la version antichar (WZ-9) dotée de huit missiles filoguidés Norinco HJ-8.

## EMBRAER EXPORTE EN ÉQUATEUR

**L'avionneur brésilien Embraer a confirmé la vente de 24 EMB-314 Super Tucano à l'Équateur.** La vente a été réalisée sur la base d'un contrat signé en 2008. Ces appareils, dont les premières livraisons devraient démarrer d'ici à la fin 2009, seront utilisés pour le contrôle et la surveillance des frontières et pour la formation des pilotes. Le contrat prévoit le support logistique et la fourniture d'un simulateur de vol. Avec l'Équateur, le nombre de pays utilisateurs du Super Tucano en Amérique latine s'élève désormais à cinq : en effet, après le Brésil et la Colombie, qui l'utilisent pour les missions de patrouille des frontières, le Super Tucano est en service au Chili (12 appareils achetés en 2008) et en République Dominicaine (8 appareils acquis début 2009).

## L'ART DU "PACKAGE" SUÉDOIS

**Afin de pallier la situation sociale sinistrée à l'intérieur de la Suède,** Saab s'active à l'export. L'industriel propose son avion Gripen à la Malaisie pour remplacer ses MiG-29N/NUB. Il y bénéficierait déjà d'un a priori positif en raison de son savoir-faire en matière de «package». Le cas de la Thaïlande est examiné de près au vu de son acquisition de Gripen et d'un avion Saab 340 pour des missions d'alerte avancée (AEW pour Airborne Early Warning). L'armée de l'air malaisienne pourrait se laisser séduire par l'idée d'une offre combinée. Elle rassemblerait son besoin en avions de combat (18 unités) avec sa volonté de disposer d'une capacité d'alerte et de contrôle avancé (AEW&C). Ici, le Suédois pousserait son système Erieye monté sur un Saab 2000 ou un Saab 340. A en croire certaines rumeurs, l'art du package suédois ne se limiterait pas au segment air. Des offres auraient été faites aux forces terrestres et navales malaisiennes dans le cadre d'un grand package !

## COOPÉRATION FRANCO-ISRAËLIENNE

**Thales et l'israélien Plasan** (spécialiste du blindage et des matériaux composites) se sont associés pour le développement d'un véhicule protégé léger destiné à l'armée australienne et à l'export en général. Quatre versions seront développées : commandement, liaison, reconnaissance et transport. Les premières livraisons sont attendues pour 2013.

### ► Lance-roquettes américains

La société Nammo Talley Defense, de Mesa (Arizona), vient d'obtenir un contrat de 136 millions de dollars portant sur la fourniture à l'US Marine Corps (USMC) de lance-roquettes antichars M-72A7 LAW (Lightweight Anti-armor Weapon).

### ► Les Sukhoï tombent

Après une collision de deux Su-27 pendant le Salon Meks, à Moscou, la semaine dernière, un autre Su-27 biélorusse se serait écrasé la même semaine sur le territoire polonais, à en croire des sources russes. L'avion effectuait alors un spectacle d'acrobatie aérienne dans le prolongement du Salon Meks.

### ► Le Félin intéresse Moscou

Au cours du Salon russe Meks, le système Félin de Sagem aurait tapé dans l'œil du ministre russe de la Défense (pour équiper les forces spéciales ?). La partie française serait prête, à en croire la presse russe, à russifier le système. Après son intérêt pour le BPC, Moscou serait donc attiré par le Félin. Une débauche d'intérêt qui laisse perplexes certains responsables, au ministère français de la Défense. Cela ne fait-il pas beaucoup pour cette année 2009 ? Dans le cas du Félin, nos informations précisent que les Russes regardent avec attention les solutions allemandes et américaines. Reste que, pour la première fois, Paris dispose à Moscou d'un ambassadeur particulièrement calé sur les questions de défense et de stratégie. Un atout dont l'Elysée pourrait profiter pour décrocher des contrats.

### ► MSO pour Panhard

La mise en service opérationnelle (MSO) du PVP a été signée cet été par le ministère français de la Défense, laissant entrevoir la projection prochaine du véhicule en Opex.

### Second round pétrolier à Bagdad

**Dans le dossier pétrolier, l'heure devrait être au pragmatisme à Bagdad.** Après l'échec du premier appel d'offres tenu à la fin juin (TTU n° 611), on attendait des autorités irakiennes qu'elles concluent à la nécessité d'une approche plus conforme aux attentes du marché. Mais le road-show tenu fin août, à Istanbul, par le ministre du Pétrole, Hussein Al-Sharistani, laisse planer le risque d'un autre désappointement à l'issue du second round, dont le résultat est attendu pour la fin de l'année. Les champs inclus dans le nouvel appel d'offres sont d'un intérêt crucial pour l'avenir de la production pétrolière nationale. Parmi eux des champs géants, tels que West Qurna Sud et Majnoun Sud, respectivement négociés par le russe Lukoil et le français Elf (absorbé depuis par Total) au cours des années 90, mais sans que les accords correspondants aient été finalisés ou exécutés. Le développement de l'ensemble des gisements proposés ajouterait plus de 2 millions de barils/jour à la production actuelle du pays, conduisant à un quasi doublement de celle-ci, et environ 40 milliards de barils de réserves supplémentaires. Les compagnies pétrolières redoutent que le service fee de 2 dollars/baril, accepté en juin par BP et China National Petroleum Corp. (CNPC) pour tripler la capacité de production de Rumeilah, ne devienne la norme de référence irakienne, alors qu'elles le considèrent comme très largement insuffisant. Malgré certaines indications émanant de quelques responsables à Bagdad, favorables à une révision à la hausse de ce fee pour les futurs contrats, le ministre a refusé de s'engager sur un quelconque montant. Tout au plus, quelques lignes directrices relatives aux attentes irakiennes à ce sujet pourraient être dévoilées par ses services juste avant la clôture de l'appel d'offres. Ce qui laisserait très peu de temps aux soumissionnaires pour ajuster leurs propositions, étant entendu que le gouvernement se réserverait, comme en juin dernier, la décision ultime quant au niveau acceptable de la rémunération. Par ailleurs, les grandes compagnies occidentales s'attendent à une forte concurrence commerciale de leurs homologues asiatiques, notamment chinoises. Même si le besoin irakien de leur technologie, pour atteindre et maintenir les plateaux de production attendus, donne à ces majors un certain avantage dans la compétition. Enfin l'environnement politique local, marqué par la perspective des élections législatives de janvier 2010 et alourdi par la récente réapparition d'attentats de grande ampleur, contribue à la complexité du dossier. Le contexte pré-électoral incite le ministère du Pétrole à flatter la composante nationaliste des partis et de l'opinion. Mais inversement, la pression est forte en faveur d'un développement significatif du secteur des hydrocarbures, après la chute de production et des exportations constatée ces derniers mois. La conclusion de contrats majeurs et l'encaissement simultané de bonus de signature, pouvant atteindre un total de 1,2 milliard de dollars, viendraient à point nommé appuyer la campagne électorale du Premier ministre, Nouri Al-Maliki. Pour leur part, les compagnies pétrolières ne cachent pas leur préoccupation en ce qui concerne la stabilité de l'équipe gouvernementale actuelle et le niveau de la sécurité dans le pays, au point de s'interroger sur l'opportunité d'y investir actuellement. Malgré les assurances prodiguées à Istanbul par le ministre Al-Sharistani, selon lequel les contrats qui pourraient être signés fin décembre ne sauraient en aucun cas être remis en cause quel que soit le résultat des élections législatives, les compagnies pétrolières craignent aussi une éventuelle surenchère parlementaire qui viendrait affecter le contenu, voire la validité, des accords.

### ► Mesurer le stress

Les unités d'élite et les pilotes de l'armée israélienne ont commencé à tester de nouveaux systèmes permettant de mesurer le stress. L'objectif est d'améliorer le degré de concentration dans des situations de tension lors d'opérations. Plusieurs de ces systèmes de biofeedback ont été acquis par le département de la santé mentale de l'armée. Ces systèmes permettent notamment de mesurer la pression sanguine, le rythme cardiaque, la température de la peau, la sudation glandulaire, l'activité musculaire lorsque le sujet se trouve dans une situation stressante. Ces informations sont ensuite transmises au sujet en temps réel, ce qui est censé lui permettre de prendre conscience de son état, de contrôler certaines de ses fonctions et de réduire son niveau de tension. «En étant conscient de la manière dont vous réagissez en situation de stress, vous apprenez à mieux vous contrôler à l'avenir», explique un officier.

### ► Nouveau CEMM indien

Le 31 août, l'amiral Nirmal Verma a pris ses fonctions de nouveau chef d'état-major de la marine indienne, en remplacement de l'amiral Suresh Mehta. Spécialiste en guerre électronique et commandant naval de la zone Est, Verma a notamment commandé le porte-aéronef "Viraat" ainsi qu'un destroyer de classe Rajput. Cet ancien élève du Royal Naval Staff College britannique et de l'US Naval War College aura deux dossiers prioritaires à régler : la question du porte-avions "Gorshkov" (plus particulièrement les crispations russo-indiennes sur le prix final du bâtiment), ainsi que l'accélération de la production des sous-marins Scorpène de DCNS par les chantiers navals de Mazagon. A plus long terme, l'amiral Verma devra prendre des décisions quant au renouvellement de la vieillissante flotte sous-marine de l'Indian Navy, dont près de la moitié des bâtiments vont être retirés du service à partir de 2012.